

21 présents, 2 absents excusés [Claudie Guénolé (procuration à Véronique Le Scaon) ; Michèle Rousseau (procuration à Elyane Le Bléis)] ;

Thomas Le Reun est élu secrétaire de séance. Colette Lautrédou est désignée secrétaire adjointe.

0. Compte rendu du Conseil municipal du 21 août 2014

Le Maire fait lecture du compte-rendu sommaire. Adopté par 22 pour et 1 contre (Jean-Marc Jaouen).

Le Maire répond aux questions qui ont été déposées par la minorité d'opposition, notamment sur la gestion des bâtiments communaux, le coût des gens du voyage et celui de l'impression du magazine Tal ar Sonerien, puis aux questions sur la servitude du littoral et sur les toilettes publiques qui y sont implantées.

Le Maire fait part à la minorité d'opposition, que le document distribué à leur initiative à la population comporte nombre d'erreurs et inexactitudes. Il rappelle enfin que les documents de travail sont par nature préparatoires et, à ce titre, ne doivent en aucun cas être diffusés sans autorisation, le débat devant se situer préalablement au sein de l'assemblée.

1. Création d'un ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) Communal

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, présente les conclusions de la commission réunie le 15 octobre. Elle fait l'historique de l'ALSH sur la commune et dresse le constat, à savoir une baisse importante de la fréquentation et un service qui semble ne plus répondre aux besoins des familles. Dans le cadre du renouvellement du contrat enfance jeunesse (CEJ) avec la CAF (Caisse d'Allocations Familiales), la commission propose la reprise en régie de l'accueil de loisirs sans hébergement à compter du 1^{er} janvier 2015. Il s'agirait d'une instance éducative complémentaire de l'institution scolaire et des familles. Il serait ouvert les mercredis après-midi et pendant les vacances scolaires, encadré par du personnel municipal formé.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 pour) approuve la création d'un ALSH communal à compter du 1^{er} janvier 2015, et autorise le Maire à signer les documents s'y référant.

2. Contrat Enfance Jeunesse avec la CAF

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires explique le Contrat Enfance Jeunesse, qui est un contrat d'objectifs et de cofinancement passé entre la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) et la commune pour une période de quatre ans (2014-2018).

Sa finalité est de poursuivre et d'optimiser la politique de développement en matière d'accueil des moins de 18 ans. Dans le cadre du renouvellement, il est proposé aux conseillers d'autoriser le Maire à signer le contrat qui se décline en fiches actions. Il y a d'une part, la poursuite des anciennes actions, pour lesquelles la commune perçoit du financement dégressif [Activités petit déjeuner, Aide aux devoirs, Animation lecture, Garderie périscolaire (non déclarée)] ou non dégressif (RAM, TOTEM, ALSH 2014) ; Et d'autre part, la mise en place de nouvelles actions (L'ALSH municipal, la coordination, le projet de ludothèque, la Garderie périscolaire déclarée auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (23 pour), autorise le Maire à signer le CEJ auprès de la CAF, qui intègre les fiches action, telles que présentées et prévoit la dépense budgétaire.

3. CAF - demande d'aide financière fonds publics et territoires

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et affaires scolaires expose le projet de demande d'aide financière des fonds publics et territoires (par la CAF), qui finance des actions, notamment dans le cadre de l'accueil des populations. Le montant du projet s'élève à 13 86,94 € hors taxe et concerne du mobilier, du matériel informatique, un logiciel de gestion et de l'électroménager, dans le cadre de la mise en place de l'ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) à compter du 1^{er} janvier 2015. Il est précisé que la CAF finance jusqu'à 80% de la dépense, soit 11 090,35€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour), autorise le Maire à solliciter les aides de la Caisse d'Allocation Familiale dans le cadre des fonds publics et territoires et prévoit l'inscription budgétaire.

4. Tableau des emplois

Le Maire présente le tableau des emplois. Il précise que dans le cadre de la mise en place de l'ALSH, il est proposé aux conseillers de procéder à des modifications. Il expose les conclusions de la commission action sociale et affaires scolaires :

- l'ouverture de deux postes aidés à 20 heures semaine pour un an (57,14 % ETP) ;
- la création d'un poste de direction de l'ALSH à 80%ETP, dont le grade est compris entre adjoint d'animation 2^{ème} classe et animateur principal 1^{ère} classe.

Le Maire explique que l'adhésion à l'ULAMIR serait remise en question du fait de ne plus solliciter toutes les prestations de l'association.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour), accepte la modification du tableau des emplois et prévoit la dépense budgétaire. Le Maire précise par ailleurs qu'une décision modificative du budget sera présentée au prochain conseil municipal.

5. Taxe d'aménagement

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement, rappelle les principes de la taxe d'aménagement et présente les conclusions de la commission urbanisme et environnement, qui s'est réunie le 15 octobre. Il est proposé de reconduire la taxe d'aménagement (conformément à la délibération du conseil municipal du 21 novembre 2011) et propose d'appliquer le renouvellement, en précisant que, comme le prévoit la réglementation, l'exonération se porte sur les locaux à usage industriel ainsi qu'artisanal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour), autorise le Maire à reconduire annuellement de plein-droit, la taxe d'aménagement à 1,50 % et rajouter à l'exonération sur les locaux à usage industriel, celle à usage artisanal.

6. Convention de maintenance informatique - Gescad

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement, présente la proposition de convention de maintenance informatique du SIG (système d'information géographique) qui est utilisé pour la gestion des dossiers d'urbanisme. Elle précise que la commission urbanisme et environnement s'est réunie le 15 octobre et a examiné le bien-fondé de la reconduction par la société Gescad, de la maintenance.

Il est précisé que le contrat de maintenance est prévu pour 5 ans, il est dénonçable avec un préavis de deux mois, et le montant annuel s'élève à 453,53€HT. Il est entendu que ce contrat sera dénoncé dès lors qu'une harmonisation au niveau de la communauté de communes sera opérée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour), autorise le Maire à signer la convention avec la société Gescad à compter du 1^{er} janvier 2015 et prévoit la dépense au budget.

7. Convention SFR

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente la convention, signée en 2000 avec la société SFR (pour l'antenne installée derrière les ateliers municipaux) et qui arrive à échéance, et il est proposé de la renouveler pour une période de quinze ans à compter du 1^{er} mars 2015 et reconductible par période de cinq ans; les autres modalités sont inchangées. Le montant de la redevance annuelle s'élève à 2 160 €HT et il est prévu une augmentation de 2% par an.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour), autorise le Maire à signer la convention avec la société SFR à compter du 1^{er} mars 2015 pour une période de 15 ans et prévoit la recette au budget.

8. CCHPB - adhésion au Symeed

Le Maire présente la décision de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (conseil communautaire du mois de juin), d'adhérer au Symeed (SYndicat Mixte d'Études pour l'Élimination des Déchets). Pour ce faire, il est demandé aux conseils municipaux de se prononcer sur cette adhésion, conformément à l'article L 5214-27 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales).

La participation financière se fait au prorata de la population DGF, et la CCHPB peut prétendre à un délégué conformément à ses statuts.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 2 voix contre Jean-Marc Jaouen et Jocelyne Kervella Lainé ; 1 abstention - Claude Conrod), autorise la communauté de communes à adhérer au Symeed.

9. Rapport d'activités CCHPB

Le Maire expose le rapport d'activités de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB) et du CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale), qui a été transmis à tous les conseillers municipaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour), prend acte du rapport de la communauté de communes et du CIAS.

10. Questions diverses.

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement, présente succinctement la loi Allur et précise que l'impact le plus important pour nos services est l'arrêt de l'instruction de la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) au 15 juillet 2015. Une réflexion est aujourd'hui portée par la communauté de communes du Haut Pays Bigouden, pour porter assistance aux communes et fera l'objet d'une délibération au prochain conseil municipal.

Informations diverses :

Les dates de l'agenda sont présentées, notamment :

- 18 octobre 14h30- 17h30 - Portes Ouvertes à Arts & Vie ;
- 14 novembre 2014 - 15h - Thé dansant - Avel-Dro ;
- 11 novembre 2014 - 10 heures 45 : Cérémonie ;
- le 24 novembre à 18 heures : prochain conseil municipal
- 12 novembre à 18 heures : commission action sociale et affaires scolaires
 - jusqu'au 31 octobre : concours pour la carte de vœux 2015

La séance est levée à 21h50.

Fait et affiché à Plozévet, le 22 octobre 2014
Le Maire, Pierre Plouzennec

